



RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir

Force est de constater que les défenseurs du report d'un mois de l'élection présidentielle, y compris les 41 candidats, ne dénoncent pas que corruption et instabilité politique restent manipulées de façon qu'elles soient toujours synchrones. Autant dire, personne ne se soucie du déséquilibre institutionnel, qui empêche de canaliser les exigences nouvelles liées au développement. Par là même, l'instabilité politique et la mauvaise gouvernance ne sont pas minutieusement analysées en tant que symptômes d'une crise des médiations institutionnelles. Pour faire sombrer la population malgache dans la fatalité, ils ne remettent pas la carence systématique d'institutions efficaces pour la lutte contre la corruption ; de même, ils font semblant d'ignorer que jusqu'à présent le terme de bonne gouvernance est exprimé juste en termes d'objectifs généraux dont la qualité de la gestion des affaires publiques et privées pour assurer les conditions propices au développement du pays ; de plus, on se contente de considérer le développement comme la croissance économique assortie des conditions qui en assurent la pérennité ; et l'on fait une simple énumération de ces conditions, comme la qualité des institutions (éducation, santé, justice...), la mobilisation des élites, l'Etat de droit, la démocratie.

En clair, les fervents de la date du 23 Juillet pour l'élection présidentielle n'ont jamais fait preuve de volonté politique pour mettre dans le débat la transparence concernant les conditions afférentes aux accords d'investissement, telles que : le coût des licences, les dividendes, les royalties, le financement des projets sociaux et économiques, les flux financiers, la réglementation fiscale, les clauses d'arbitrage en cas de conflit d'intérêts ; ils n'ont jamais débattue l'inexistence d'effet d'ensemble des investissements directs étrangers (IDE) dans plusieurs zones reculées de Madagascar ; évidemment, les dix commandements de la bonne gouvernance n'ont pas été soumis au débat démocratique.

En outre, l'empressement au report d'un mois de l'élection présidentielle, ne peut pas être interprété comme un patriotisme, parce que ni les 41 candidats ni les partisans du président de la Transition, Andry Nirina Rajoelina, ne veulent pas élaborer d'une façon démocratique un pacte beaucoup plus citoyen entre les futurs dirigeants et le peuple malgache. L'explication de leur refus d'un contrat civique avec la population est très claire : pour eux, la politique est un moyen d'appropriation du patrimoine national et d'abus des charges publiques pour leur profit personnel.

Même si l'élection est libre et transparente, elle ne sera juste qu'une solution de fond. Elle ne va pas résoudre les crises chroniques et ne garantira pas la paix sociale tant que les méthodes de gouvernance et les mauvaises pratiques politiques ne changent pas totalement. D'où l'impératif de l'élaboration d'un contrat civique et social par toutes les forces vives avant l'élection présidentielle ; comme je l'ai mis en exergue précédemment, la pauvreté grandissante de la majorité de nos compatriotes est due au non respect du principe élémentaires de la démocratie : « *faites ce que vous dites, et dites avec sincérité ce que vous faites* »

Bref, on n'espère rien de cette élection imposée par une personne dont la candidature a été déposée en violation du délai légal, reflétant déjà le futur truquage des résultats et la crise post-électorale. Et surtout, le pays sera dans une situation plus chaotique si par hasard les rancuniers passent au deuxième tour.

Donc, soyons tous raisonnables et optimistes, parce que nous ne sommes pas encore viet (nées de l'adage malgache : « *mandroso maty raibe, mihemotra maty renibe* » (qui signifie littéralement : quand on avance d'un pas, le grand père est mort, et si on recule d'un pas, la grand-mère sera morte). En effet, j'ai trois cents propositions relatives aux éléments constitutifs du contrat social du prochain président de la République avec nos concitoyens. Comme on a perdu beaucoup de temps pour rien pendant quatre ans de transition, il faut préparer très sérieusement la quatrième république pour que les chefs d'Etat se succèdent mais ne se

ressemblent pas. Au rythme actuel des évènements, et pour faire sortir le pays de cette crise politique, la communauté internationale devrait avoir intérêt à reconnaître un éventuel gouvernement militaro-civil, essentiellement composé de bons techniciens patriotes.

Vive l'intérêt supérieur de la nation. A bas l'appât du gain démesuré.

Fait à Paris le 12 Juin 2013

Razafisambatra Louis De Mon Desir